

Edito

Dans le sens de l'histoire

On sent comme des frémissements. Les Ministres des finances de l'Union Européenne, réunis dans l'Ecofin, pas franchement réputé pour être une enceinte gauchiste, veulent réfléchir à une meilleure distribution des richesses pour éviter une « crise de légitimité du modèle d'économie sociale de marché ». Certes ce modèle est éloigné des valeurs que nous portons dans les réseaux d'économie solidaire (cf. edito newsletter n°6) mais marque une réelle inquiétude sur le devenir du projet de l'union européenne. Des journaux, plutôt habituellement porteurs de l'idéologie libérale, interrogent l'utilité de la croissance constatant que celle-ci profite toujours à ceux qui attendent des retours sur leurs investissements et abandonne sur le trottoir de la pauvreté ceux que le système rejette. Le commerce équitable et les investissements éthiques ont le vent en poupe. On prend conscience, effets constatés à l'appui, du dérèglement climatique et des conséquences que cela va engendrer. Il nous reste à mieux travailler sur l'idée que la somme des intérêts individuels ne garantit pas forcément l'intérêt général et qu'on est perdant à terme d'avoir une vision seulement individualiste. Un exemple schématique: en achetant les produits les moins chers possibles chez un discounteur, je m'offre la possibilité d'acquérir plus de biens, mais c'est également mon futur chômage que je construis dans des entreprises où les conditions de travail peuvent être difficiles et la force de travail la principale variable d'ajustement pour mieux rétribuer les actionnaires. Bref, on ressent comme une impression d'être dans une grosse machine qui court à sa perte mais qui a réussi à nous faire croire qu'il n'a pas d'alternatives.

Et bien les alternatives, nous on y croit, avec un peu le sentiment d'être dans le sens de l'histoire....

Eric Lavillunière

- la valeur sociétale: à quelles richesses aspirent les communautés et comment les mesure-t-on ?
- la démocratie face à l'écocratie: c'est-à-dire comment on (ré-)intègre la dimension politique et citoyenne pour que les décisions soient prises par le peuple et non par les marchés?
- les comportements individuels et collectifs ou comment réinterroger la rationalité dans nos comportements et arbitrer entre nos souhaits individuels et notre acceptation de notre appartenance au collectif, celui du groupe, de la nation, de l'humanité
- le futur commun possible: nous sommes responsables de notre avenir à construire ensemble et qui doit être ce que l'on veut et ce qui est possible

Est-ce que vous travaillez également sur l'économie sociale et solidaire ?

Pas spécifiquement, mais nous intégrons ces courants de pensée à nos travaux car ils relèvent de la même logique d'un questionnement des savoirs pour construire un monde plus fraternel et plus solidaire. Les expériences concrètes d'économie sociale et solidaire nourrissent nos réflexions et nous partageons l'idée qu'il faudrait que les capitaux soient au service de l'économie qui devrait être là pour servir la vie alors que dans le monde réel on a souvent l'impression que la vie est organisée pour servir l'économie et la rendre compétitive pour que cette économie serve la rentabilité maximale des capitaux.

Et concrètement vous faites quoi ?

Nous organisons des colloques internationaux. Nous les avons tenus à Santiago du Chili en 2002, à Rennes en 2003, Bangkok en 2004, Rennes en 2005 et Dakar en 2006. Nous avons aussi organisé des séminaires par internet et nous sommes en train de compiler tout ce travail pour une publication prévue en 2008. Une brève synthèse sera disponible avant le 1er mai 2007 pour préciser où nous en sommes.

Cf. site internet www.pekea.org (Fr + En + Es). Nous travaillons aussi ardemment à associer des autorités publiques à nos travaux et nous avons lancé pour cela un club des gouvernements locaux.

Donc de bons espoirs que le monde change ?

Oui, parce le changement relève avant tout d'un choix politique. Nous avons l'ambition d'enrichir les sciences économiques, par la pluridisciplinarité, en s'appuyant sur des processus démocratiques permettant de définir un savoir éthique délivré de la soi-disant contrainte du marché.

Propos recueillis par Eric LAVILLUNIÈRE - INEES

L'interview du mois

Marc Humbert - Professeur à l'Université de Rennes I (Fr)
- secrétaire général du réseau international PEKEA (Political and Ethical Knowledge on Economical Activities)

Qu'est-ce donc que PEKEA ?

PEKEA est un Réseau mondial de chercheurs qui, en collaboration avec des acteurs de la société civile et des élus, réfléchit à la construction d'un Savoir Politique et Ethique sur les Activités Economiques. C'est une ONG, avec statut consultatif spécial auprès du Conseil Economique et Social des Nations Unies, qui veut renouveler la pensée économique sur la base d'un constat simple: nous vivons sur une planète dont les ressources permettent de faire vivre dignement une bonne dizaine de milliards d'habitants. Or une grande partie des 6,5 milliards qui y vivent sont dans la misère et dans les pays dits riches on trouve de criantes inégalités dues à l'inéquitable répartition de la richesse et aux insuffisances des systèmes de redistribution. De plus, nous vivons sur un système non-durable puisque les humains organisent le pillage des ressources sans se préoccuper suffisamment de la durabilité de ce modèle.

Mais c'est la faute du politique pas de l'économie.

Oui et non, parce que pour nous à son fondement l'économie est politique. Or on la trouve quasiment réduite aujourd'hui à sa seule approche technique voire économétrique dans un système d'économie où tout doit être résolu par le marché.

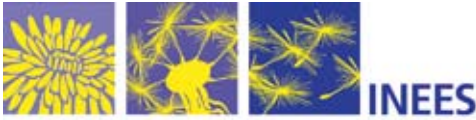
C'est un discours très altermondialiste que tu tiens...

Si tu entends par là, qui remet en cause les fondations de tout le système sur lequel repose nos économies, je réponds oui. Mais nous ne sommes pas dans un discours dogmatique, nous nous interrogeons juste sur la pertinence de nos savoirs et constatons que du côté des sciences économiques, nous sommes à l'âge de pierre; d'où le sens de notre logo qui est un outil préhistorique.

Mais pour beaucoup de personnes ce raisonnement semble très utopique. On a un peu l'impression d'être dans une grosse machine que rien ne peut arrêter.

Nous avons une approche très pragmatique. Nous avons construit notre démarche de construction d'un nouveau paradigme en démarrant les discussions autour de quatre blocs de savoirs:





LUX'09 - Forum international «Globalisation de la solidarité»

Ça y est c'est parti: Le processus d'organisation est lancé !

INEES, avec le soutien du réseau Objectif Plein Emploi du Luxembourg, sous la bannière du RIPESS, a entamé des démarches pour que cet évènement prévu au printemps 2009, se réalise dans les meilleures conditions. Le 1er comité de pilotage européen s'est réuni le 5 mars 2007 à Bruxelles et le prochain se tiendra le 15 Mai 2007 à Schifflange au Luxembourg.

Avec une quinzaine de représentants des réseaux d'économie sociale et solidaire (ESS) européens et nationaux et de la cellule d'économie sociale du gouvernement fédéral belge, nous avons déterminé l'esprit de travail dans lequel nous allons construire le forum.

En se fixant l'objectif de réunir de 1200 à 1500 personnes sur 3 jours, avec une bonne participation de délégations de pays du Sud (Afrique, Amérique Centrale et du Sud et Asie), nous voulons démontrer comment l'ESS est un véritable laboratoire permanent d'innovations socio-économiques qui concoure à la cohésion sociale en ces temps perturbés où on cherche surtout des solutions sécuritaires là où il faudrait davantage de solidarité.

L'ESS est partout dans le quotidien de centaines de millions de gens sur la planète, mais peu reconnue. C'est notre 1er défi que de gagner en visibilité et légitimité. C'est pourquoi nous allons solliciter d'autres réseaux, en plus de ceux qui sont habituellement engagés dans l'ESS, pour mieux nous inscrire dans le paysage social et dans le débat public. Nous avons également l'obligation de débattre de sujets transversaux qui touchent le quotidien des populations. Enfin, un autre enjeu est de s'interroger pour savoir comment on peut mieux pérenniser et essaimer nos initiatives trop souvent cantonnées à l'expérimentation. Au niveau européen, nous devons faire aussi un effort de mobilisation auprès des pays du Nord et de l'Est qui ne sont pas suffisamment présents dans nos réseaux.

Plusieurs contacts ont déjà été pris au Grand Duché de Luxembourg auprès de divers Ministères et nous recevons un très bon accueil auprès des Ministres et des services qui ont bien voulu nous recevoir. Il nous faut voir maintenant comment ce (précieux) soutien politique va se transformer également en soutien financier, notamment pour la rentrée 2007 car nous n'avons pas de temps à perdre si nous voulons être prêts à temps. Nous démarrerons également prochainement une campagne de sponsoring pour trouver des financements privés.

Très actif pour trouver le lieu et des dates adéquats, nous travaillons également à la mobilisation des acteurs au niveau de la grande région (avec l'Allemagne, la Belgique et la France).

Nous vous tiendrons évidemment au courant dans les prochaines newsletters.

Les 10 thèmes présélectionnés sont:

1. Finances solidaires
2. Les services sociaux d'intérêt général
3. Inclusion sociale
4. Entrepreneurat collectif
5. Environnement
6. Sécurité et souveraineté alimentaires, production et consommation responsables
7. Commerce équitable et éthique
8. Développement local, ESS et co-construction des politiques publiques
9. L'apport de l'ESS (indicateurs de richesse, évaluation, ...)
10. L'ESS dans l'Union Européenne

Si vous voulez participer à ce processus contactez:

Eric Lavillunière - lavilluniere@inees.org

Les 7èmes rencontres internationales du Réseau Interuniversitaire de l'Economie Sociale et Solidaire

L'économie sociale et solidaire face à ses responsabilités

24 et 25 mai 2007

A la Faculté des Sciences Economiques de Rennes

Face aux nouveaux défis d'aujourd'hui et à l'extension du concept de responsabilité sociale ou sociétale dans l'espace et le temps, les organisations de l'Economie sociale et solidaire se retrouvent situées dans une position relativement paradoxale en fonction de leur stade de développement et/ou de leur projet et de leurs valeurs.

En effet, elles sont à la fois acteur de référence et expérimentateur privilégié, à la fois en capacité de défricher, d'innover et de stimuler ce champ d'investissement, mais aussi en position de faire émerger et de médiatiser ces nouvelles demandes sociales, voire de les reformuler ou de les rejeter. Comment ces organisations assument-elles ces responsabilités ?

Renseignements auprès de

Mme Sophie Bernardini

Faculté des Sciences Economiques

7 place Hoche - 35065 Rennes cedex - France

Tel : +33 (0)2 23 23 33 30

E-mail: sophie.bernardini@univ-rennes1.fr

<http://crem.univ-rennes1.fr/>

REVES, l'UNDP et la Ville de Livourne organisent une conférence sur

«Le Rôle des Gouvernements Locaux et de l'Economie Sociale pour un Développement Global Ethique, Durable et Pacifique»

Livourne - Italie - 18 et 19 mai 2007

Au fil des années, la coopération décentralisée a démontré tout son potentiel en termes de développement de relations positives entre les territoires des différentes parties du monde. Contribuer au développement d'une «diplomatie locale» réelle permet, bien souvent, de construire des relations pacifiques, d'améliorer la qualité de la vie et de partager des perspectives éthiques.

Bien que la coopération décentralisée soit une prérogative des autorités publiques, les acteurs de l'économie sociale fournissent, de plus en plus, une contribution importante en opérant sur la forme de la coopération décentralisée et en améliorant le capital social local ensemble avec la démocratie et la participation dans l'économie.

Interprétation en Fr, En et It

Contact : +32 2 2308810 - www.revesnetwork.net

Attention: les numéros de téléphones mobiles ont changé d'indicatif au GD de Luxembourg où il faut faire le 6 au lieu du 0.
Ex.: +352 021 23 45 67 devient +352 621 23 45 67

Séminaire de réflexion INEES/OPE le 23 Mars 2007 à Remich

Environ 100 personnes en provenance d'Allemagne, de Belgique, de France, de Suisse et bien sûr du Grand Duché de Luxembourg se sont retrouvées le 23 mars dernier à Remich sur les bords de la Moselle pour réfléchir sur le concept de l'économie solidaire comme 3ème pilier de l'économie entre économie publique et économie privée.

Nous avons pour cela réuni quelques uns des plus grands chercheurs européens sur ces questions en mêlant les nationalités, chercheurs confirmés et jeunes thésards diplômés, le Président du syndicat OGB-L, un élu nantais, un représentant du Ministre de l'économie luxembourgeois.

C'est dans une ambiance à la fois studieuse et décontractée que nous avons travaillé en échangeant avec la salle sur des questions théoriques pour mieux cerner cette économie solidaire que nous mettons en pratiques dans de nombreuses organisations locales ou sectorielles.

Nous sommes en train de préparer un petit livret sur les apports des différents congressistes et participants. Lors de cette journée beaucoup d'intervenants se sont évertués à nous rappeler et nous préciser que l'économie de marché, avec ces règles de concurrence libre et non faussée, n'a pas toujours existée et est même le produit d'un processus historique et social où de nombreux rapports de forces contradictoires se sont exercés. La sciences économique est devenue mathématique et a beaucoup perdu de sa fonction politique et sociale, comme si elle était issue d'une loi naturelle inéluctable.

Ce n'est pas le cas et c'est la fonction même que de repenser l'économie dans un corpus de valeur qui la remet à la place qu'elle n'aurait jamais due quitter, à savoir d'être au service des femmes et des hommes, d'améliorer la qualité de vie et d'assurer un bien-être maximum de la population de la façon la plus équitable qui soit à l'échelle de la planète.

Il est important de se rappeler cela, sans parti pris. Le propos de cette journée était d'étayer cela en rendant compte de différents de recherche et d'interpeller les parties prenantes syndicale et élue pour voir comment on peut mieux faire reconnaître l'économie solidaire et lui donner une meilleure légitimité scientifique.

Cette séance ne restera pas sans suite car beaucoup de participants, parfois venus avec un soupçon de scepticisme a priori, sont repartis avec l'espoir que nous poursuivions ces réflexions. Ce que nous ferons sans nul doute



Henri Kox - 1^{er} échevin de la commune de Remich

Nous sommes très heureux de vous accueillir dans notre commune réputée pour sa production de vins de la Moselle. Nous avons beaucoup de projets d'économie solidaire ici, avec le Centre d'Initiatives et de Gestion Régional du Réseau OPE, en complément des activités des entreprises classiques.



Une assemblée bien garnie très studieuse ...



Rendons hommages à celles et ceux qui se sont pliés en quatre pour que cette journée soit une réussite



Claude Wehenkel - Administrateur Délégué du Centre de recherche Public Henri Tudor du Luxembourg et Eric Lavillunière - Chargé de Direction d'INEES ont animé les différentes sessions de travail



Les discussions se sont poursuivies dans un café environnant et jusque tard dans la soirée ...



Bruno Frère - Université de Liège - présente la constellation de l'économie solidaire française selon quatre topiques empruntées à Boltanski: la philia, le professionnalisme, le situationnisme et l'engagement.



Karl Birkhölzer - Université technique de Berlin
L'économie solidaire, c'est aussi l'économie du quotidien et de la resocialisation des populations les plus défavorisées.



Laurent Fraisse - CRIDA/MES
L'économie solidaire ne s'appréhende pas qu'en termes de filières sectorielles car elle est avant tout porteuse d'une approche globale.



Jean-Louis Laville - Centre national des Arts et Métiers Paris - *On doit sortir du mode de pensée binaire: on ne peut expliquer les comportements humains et économiques ni par l'égoïsme, ni par l'altruïsme.*



Luc Decker - Conseiller au Ministère de l'Economie
L'accord de coalition prévoit la reconnaissance d'un 3^{ème} pilier économique en complément de l'économie publique et de l'économie privée.



Isidor Wallimann - Université de Bâle
L'économie solidaire est une économie durable



Jean-Claude Reding - Président du Syndicat OGB-L
Je constate qu'il y a beaucoup de débats sur le rôle de l'économie qui, guidée par des impératifs financiers, mène trop souvent à la déconstruction du tissu social et produit des inégalités.



Romain Biever - Administrateur Délégué d'OPE
C'est étonnant de constater comment les politiques, qui reconnaissent tant de vertus à l'économie solidaire, ont du mal à la traduire en politiques publiques qui répondent aux besoins réels des acteurs.



Jean-Philippe Magnen - Élu de l'agglomération nantaise en charge de l'économie solidaire
Je ne conçois pas ma fonction comme l'organisation d'une politique sociale en faveur des publics défavorisés mais comme soutien au développement d'alternatives socio-économiques.



Eric Dacheux - Université de Clermont-Ferrand
Il n'y a pas de raison que la démocratie s'arrête aux portes de l'entreprise.

Ecosol Review - une publication sur les buts de l'économie solidaire

Tome 1: le 3^{ème} pilier de l'économie

J.-L. Laville (F) rappelle que ces 2 derniers siècles ont consacré l'économie de marché au détriment de la démocratie. E. Dacheux (F) analyse la nature de cette crise démocratique. R. Biever (L) prend le parti pris du développement communautaire, tout comme S. Elsen (D) sous l'angle de l'auto-organisation collective. Enfin K. Birkhölzer (D) souligne le rôle de l'économie solidaire dans la restructuration des économies locales.

(textes en français ou allemand)

info@inees.org

Disponible auprès d'INEES au prix de 15,25€ + frais d'envoi

